

# L'Italie va-t-elle entraîner l'Europe dans la crise ?

Le programme populiste envisagé par la coalition entre le Mouvement 5 étoiles et la Ligue, qui ont remporté les récentes élections, inquiète l'Europe.

**Par Daniel J. Mitchell.**

De manière générale, nous nous soucions trop des déficits et de la dette. Bien sûr, avoir des [comptes publics dans le rouge](#) est problématique, mais nous devrions accorder davantage d'attention à des éléments tels que le poids global des dépenses publiques et la structure du système fiscal.

Ceci dit, la Grèce a montré qu'un pays peut [traverser une crise](#) quand les investisseurs ne croient plus l'État capable de « servir » sa dette (c'est-à-dire de payer les intérêts et le principal aux personnes et aux institutions qui détiennent les obligations d'État).

Cela ne change rien au fait que le problème essentiel de la Grèce est de [trop dépenser](#). Cela montre simplement qu'il est important de comprendre les effets secondaires d'une trop grande dépense (si vous avez une tumeur au cerveau, c'est votre principal problème, même si les maux de tête incommodants constituent un effet secondaire de la tumeur).

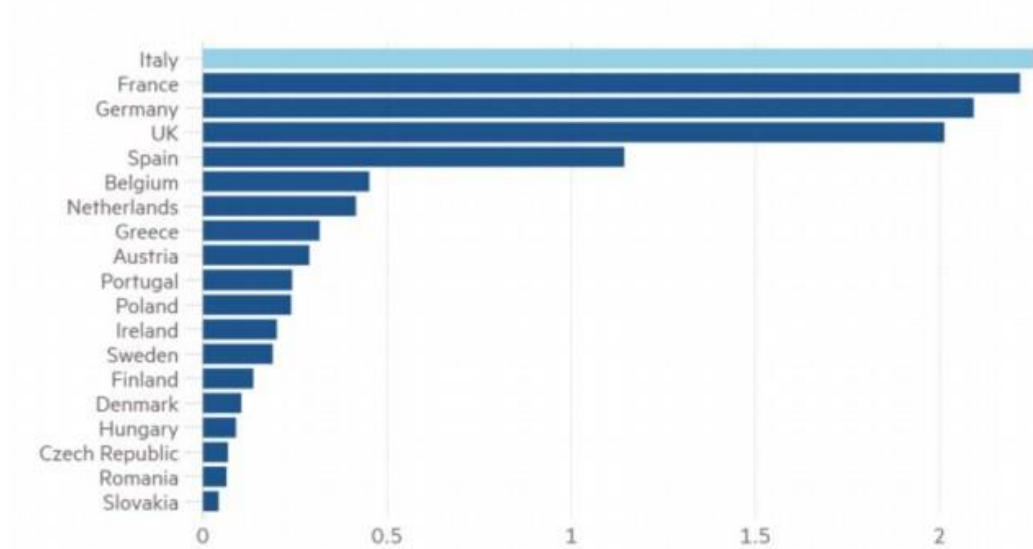
Quoi qu'il en soit, il est fort probable que [l'Italie sera la prochaine nation](#) à suivre le même chemin. Cela s'explique en grande partie par le fait que l'économie italienne est moribonde, comme [l'a souligné](#) le *Wall Street Journal*.

Les élections nationales en Italie [...] portaient sur des promesses populistes de grandes dépenses publiques, et ignoraient ce que les économistes affirment depuis longtemps être la véritable pathologie italienne : le pays ne sait plus comment obtenir de la croissance. [...] L'économie italienne s'est fortement contractée lors de la crise de la dette de l'Europe au début de la décennie. Une reprise tardive a donné lieu à une croissance de 1,5% en 2017, soit un point de pourcentage inférieur à celui de l'ensemble de la zone euro, ce qui n'est pas suffisant pour dissiper le sentiment de déclin national omniprésent chez les Italiens. De nombreux responsables politiques européens considèrent l'inertie italienne comme la cause la plus probable d'une future crise de la zone euro.

Pourquoi l'Italie serait-elle la cause d'une future crise ? Pour la simple et bonne raison que, même si elle n'est que la 4<sup>e</sup> économie d'Europe, elle a la dette nominale la plus élevée, comme le montre [ce graphique](#) du *Financial Times*.

## Government debt

Consolidated, gross, 2017 Q4 €tn



Alors, quelle est la solution ? La réponse évidente est de réduire considérablement le poids de l'État.

Il est intéressant de noter que même le Fonds monétaire international a [formulé une recommandation](#) qui n'est pas si mauvaise, fondée sur une réforme fiscale sans incidence sur les recettes et une modeste réduction des dépenses :

Le scénario envisagé repose sur un assainissement budgétaire permanent d'environ 2% du PIB (dans le solde primaire structurel) sur quatre ans [...], assorti d'un ensemble de réformes des recettes et des dépenses en faveur de la croissance. [...] Deux types de mesures favorables à la croissance sont envisagés durant la trajectoire d'assainissement budgétaire retenue : le passage d'une fiscalité directe à une fiscalité indirecte ; la réduction des dépenses et la modification de la structure des dépenses des revenus de transferts au profit de l'investissement. Du côté des recettes, la baisse des charges sur le travail (1,5% du PIB) est compensée par l'augmentation des recettes de TVA (1% du PIB) et l'introduction d'un impôt foncier moderne (0,5% du PIB). Du côté des dépenses, les consommations des administrations publiques sont réduites de 1,25% du PIB, tandis que les investissements publics productifs sont augmentés de 0,5% du PIB. Le reste de l'assainissement budgétaire, soit 1,25% du PIB, est réalisé par le biais d'une réduction des transferts sociaux.

Bien sûr, ce n'est pas très audacieux, mais je suppose qu'on devrait se réjouir que le FMI n'ait pas succombé à son penchant naturel de recommander d'importantes augmentations d'impôts.



Les Italiens sont-ils prêts à réduire fortement le poids de l'État, ou même à suivre les conseils du FMI ?

Non. Des élections viennent d'avoir lieu et, avec le Mouvement 5 étoiles (M5S) et la Ligue sortis victorieux, le résultat sera un gouvernement qui plongera encore plus les comptes publics dans le rouge.

L'éditorialiste du *Wall Street Journal* n'est [pas convaincu](#) par le programme économique du probable nouveau gouvernement italien :

Le Mouvement 5 étoiles veut des prestations sociales généreuses pour les Italiens en situation de précarité, les recettes pour les financer n'étant pas prévues. La dette publique italienne par rapport au PIB, à 132%, est déjà la deuxième plus élevée de la zone euro derrière la Grèce. Les Italiens défavorisés ont besoin de davantage de croissance économique pour créer des perspectives d'emploi, et non de subventions publiques qui découragent le travail. La promesse de la Ligue d'une flat tax de 15% en faveur de la croissance est une bien meilleure idée, surtout dans un pays où la fraude fiscale est monnaie courante. Les deux partis pourraient également revenir sur la réforme des retraites du gouvernement Monti de 2011, qui a relevé l'âge de la retraite et orienté l'Italie vers un système de prestations fondé sur la contribution. [...] Les récentes réformes du marché du travail seraient également sur la sellette.

En termes simples, l'Italie a choisi des politiciens populistes qui veulent « régaler gratis » en promettant à la fois d'importantes réductions d'impôts et d'importantes augmentations de dépenses. Si la première partie de ce menu me convient, l'ensemble risque d'être indigeste et l'addition salée dans un pays qui a un niveau d'endettement très élevé.

Et je doute que le futur gouvernement ait un programme très sérieux d'un point de vue comptable.

La demande des deux partis d'être exemptés du plafond de l'UE de 3% du PIB sur les déficits budgétaires annuels inquiète le reste de l'Europe. [...] Les deux partis veulent que la Banque centrale européenne annule quelque 250 milliards d'euros de dette italienne.

Demond Lachman de l'*American Enterprise Institute* [estime](#) que cela conduira à une crise financière en raison de deux éléments.

Premièrement, l'économie est faible.

Tous ceux qui pensaient que la crise de la dette de la zone euro était résolue n'ont pas prêté attention aux développements économiques et politiques en Italie. [...] Les récentes élections parlementaires italiennes [...] ont vu une vague de soutien aux partis politiques populistes, non connus pour leur engagement en faveur de l'orthodoxie économique ou de véritables réformes économiques. [...] Dire que l'économie italienne est dans un très mauvais état est un euphémisme grossier. Au cours de la dernière décennie, l'Italie a traversé une récession économique à triple creux de telle sorte que le niveau de son économie d'aujourd'hui est 5% en dessous de son sommet d'avant 2008. Par ailleurs, le niveau de chômage actuel de l'Italie est environ le double de celui de ses voisins du Nord, tandis que le chômage des jeunes continue de dépasser 25%. [...] Le ratio dette publique/PIB a continué d'augmenter jusqu'à 133%, faisant de l'Italie le pays le plus endetté de la zone euro après la Grèce. [...] Son système bancaire reste truffé de prêts non performants qui représentent encore 15% de son bilan.

Deuxièmement, la dette actuelle est élevée.

[...] Avec le troisième plus grand marché obligataire du monde après le Japon et les États-Unis, avec 2300 milliards d'euros d'obligations en circulation, l'Italie est tout simplement un pays trop gros pour être secouru par l'Allemagne. [...] Il serait temps que, dans le monde, les responsables politiques commencent à élaborer des plans d'urgence en prévision d'une grave crise économique italienne.

J'apprécie beaucoup le travail de Lachman puisqu'il écrit sur des sujets qui me tiennent à cœur. Mais je ne suis pas toujours d'accord avec ses analyses. Pourquoi, par exemple, croit-il qu'une crise économique italienne menacerait la monnaie européenne ?

L'économie italienne est beaucoup trop grande pour sombrer si l'on veut que l'euro survive sous sa forme actuelle.

Le dollar serait-il menacé si l'Illinois faisait faillite ?

Mais revenons à l'essentiel. Pour vous donner une idée de la pensée magique des politiciens italiens, je terminerai avec [ce tableau](#) de *L'Osservatorio* sur les conséquences budgétaires du contrat de gouvernement de la coalition entre M5S et la Ligue. C'est en italien, mais tout ce qu'il faut savoir, c'est que le chiffrage des réductions d'impôts et des augmentations de dépenses promises sont à gauche et les économies compensatoires sont à droite.

## Quantificazione delle misure

### Misure espansive

### Coperture

introduzione flat tax IRPEF	50,0	riduzione dei parlamentari	0,1
sterilizzazione clausole di salvaguardia	12,5	riduzione pensioni d'oro	0,1
eliminazione accise benzina	6,0	eliminazione vitalizi	0,1
reddito e pensioni di cittadinanza	17,0	riduzione missioni internazionali	0,2
rafforzamento centri per l'impiego	2,0		
uscita dal mercato del lavoro categorie escluse	5,0		
riforma pensioni	8,1		
politiche per la famiglie	0-17		
investimenti	6,0		
assunzione straordinaria polizia penitenziaria	0,2		
assunzione 10mila Forze dell'Ordine	0,2		
innalzamento indennità civile	1,8		

**Totale:**

**108,7-125,7**

**Totale:**

**0,5**

Le stime riportate indicano l'effetto sul livello delle entrate e delle spese conseguenti alle proposte del contratto di governo, versione 17.05.2018, ore 11.00. (Valori espressi in miliardi di euro)

Sul sito dell'Osservatorio CPI sono presenti i dettagli delle stime per ogni misura.

infogram

Eh bien, je me demande si l'Italie n'a pas déjà passé le point de non-retour.